



COMMUNIQUE

Transport Aérien

RAFALE : Un mirage pour l'emploi

La FEETS-FO condamne!

Selon plusieurs médias l'attribution de droits de trafic supplémentaires à la compagnie QATAR AIRWAYS aurait été l'une des contreparties concédées au Qatar en échange de l'achat de l'avion de combat Rafale.

La Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS-FO) trouve cocasse que cette information soit tombée alors même que se tenait, le 4 mai 2015, un colloque organisé par la Direction Générale de l'Aviation Civile traitant précisément de l'impact de la "concurrence déloyale" des compagnies du Golfe sur les pavillons européens et sur le pavillon français, colloque clôturé par le Secrétaire d'Etat aux Transports.

La FEETS-FO a déploré, au cours de ce colloque, l'absence de véritable politique de soutien au transport aérien français et à ses emplois. Aujourd'hui l'actualité la dévoile : face à la concurrence subie par le transport aérien français, le gouvernement a choisi de favoriser les compagnies du Golfe déjà terriblement avantagées par le soutien total de leurs États tant en matière de subventions que d'infrastructures.

Si le gouvernement du Qatar a choisi, lui, le transport aérien pour rayonner dans le monde, le gouvernement français visiblement a préféré, lui, les ventes d'armes!

Le transport aérien en France perd plusieurs milliers d'emplois par an et après la concurrence des compagnies à bas coût, c'est celle des compagnies du Golfe qui est prétextée par le patronat du secteur pour tenter d'imposer des reculs sociaux au nom de la réduction des coûts.

La FEETS-FO juge inacceptable que le gouvernement ait cédé aux exigences du Qatar, bradant ainsi le transport aérien français et ses emplois.

La FEETS-FO apporte son soutien à ses syndicats du transport aérien et en particulier à ses syndicats d'Air France qui sont confrontés à l'annonce d'un nouveau plan d'économie. Elle sera à leurs cotés pour s'opposer à toute volonté de porter atteinte à l'emploi, aux salaires et aux garanties sociales.

Paris, le 5 mai 2015

Contact :

Jean HEDOU, Secrétaire général, Jean-Luc SECONDI Secrétaire fédéral

Tel : 01.44.83.86.20